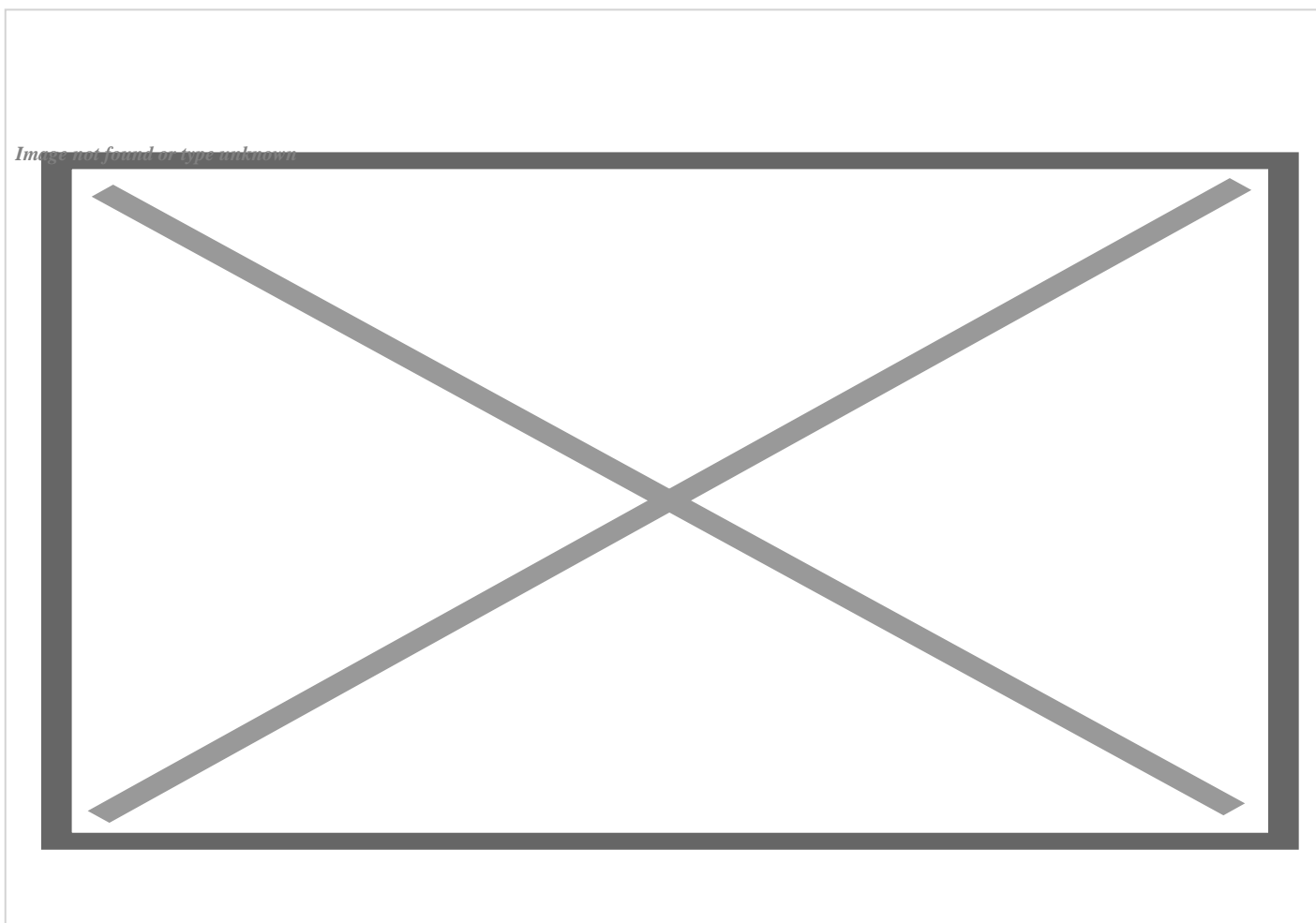


Les Nations Unies plaident pour un dialogue constructif au Honduras



Nations Unies, 26 janvier (RHC) Le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a appelé à un dialogue constructif et pacifique au Honduras pour résoudre les différends dans le cadre du processus constitutionnel, a déclaré son porte-parole, Stéphane Dujarric.

Selon le porte-parole, le plus haut représentant des Nations Unies suit de près l'évolution de la situation politique dans ce pays d'Amérique centrale.

Le Honduras connaît une crise politique suite à l'assermentation de deux conseils d'administration au Congrès national : l'un approuvé par la majorité des députés qui le forment actuellement et l'autre par le futur pouvoir exécutif dirigé par Xiomara Castro.

Le député Luis Redondo, président du Congrès national, charge reconnue par le futur pouvoir exécutif, a défendu aujourd'hui des initiatives liées à la refonte de ce pays, lors de l'installation de la première législature dans l'hémicycle.

Parmi les propositions, le parlementaire a présenté la loi qui condamne le coup d'État de 2009 contre le président de l'époque, Manuel Zelaya, l'établissement de la réélection comme crime et de la Commission internationale contre l'impunité et la corruption.

D'autres points sont l'analyse de la suppression des subventions aux députés, la loi d'amnistie des prisonniers politiques, la loi d'anti-enrichissement et la révocation du mandat, et la constitution d'un bureau anticorruption afin de réviser plusieurs avis.

Redondo a également évoqué la création d'une loi spéciale qui dénonce la réélection présidentielle de Juan Orlando Hernández en 2017 et la qualifie de crime de trahison envers la patrie.

Parallèlement, la législature présidée par Jorge Cálix, l'un des membres expulsés du Parti Liberté et Refonte, s'est déroulée grâce à une diffusion en direct partagée par le réseau social Facebook et il a abordé les points contenus dans son programme de mandat.

En outre, ce parlementaire considéré comme dissident a mentionné l'abrogation des zones d'emploi et de développement économique; l'annulation de la loi des secrets, cataloguée par Cálix comme "un bouclier des corrompus"; et la révision du Code pénal en ce qui concerne les peines applicables aux auteurs d'actes illicites.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/284106-les-nations-unies-plaident-pour-un-dialogue-constructif-au-honduras>



Radio Habana Cuba